

DÉCOMPOSITION ET
RECOMPOSITION POLITIQUE :
ENTRE « RIEN N' A CHANGÉ » ET
« TOUT EST POSSIBLE »

D EPUIS JUILLET 1993, le Japon semble passé du statut de « démocratie anormale », voire de « dictature *soft* », à une extrême fluidité politique qui rappelle les jeux de notre IV^e République. Le PLD a perdu le pouvoir qu'il détenait sans partage depuis trente-huit ans, et il s'est créé pas moins de sept formations politiques nouvelles à la Chambre. La justice, saisie d'un zèle nouveau, paraît jouer – en mineur ! – l'air de « *Mani pulite* ». Toute l'opposition, PCJ excepté, s'est d'abord trouvée propulsée au gouvernement en compagnie d'anciens apparatchiks parmi les plus endurcis du PLD, derrière un « Monsieur Propre » porté par une vague de popularité sans précédent. Mais après seulement huit mois, Morihiro Hosokawa était rattrapé par le scandale Sagawa, celui-là même qui avait causé la perte des grands « parrains » du PLD. La coalition qui le soutenait éclatait, ne laissant à son successeur, Tsutomu Hata, qu'un gouvernement minoritaire qui ne tint pas deux mois. Et le 29 juin 1994, le PLD revenait aux affaires... en compagnie des socialistes, ses adversaires de toute l'après-guerre, dans un cabinet dirigé par le leader du PSDJ¹.

25

Cette décomposition dramatique du système politique a donné lieu aux analyses les plus diverses. Pour les causes, certains privilégient la fin de la guerre froide et l'internationalisation croissante de l'économie japonaise. D'autres y voient l'échec inévitable d'une stratégie politique qui, en faisant du PLD un « parti attrape-tout » démesurément grossi, l'aurait rendu incapable de concilier trop d'intérêts opposés, paralysant

1. Sans avoir modifié son nom japonais de *Shakaitô*, le Parti socialiste se fait désigner en anglais comme *Social Democratic Party of Japan* depuis 1992. Nous utilisons l'acronyme PSDJ pour tout événement postérieur à cette année-là.

progressivement le processus de décision. D'autres enfin insistent sur les mécanismes de plus en plus sophistiqués pour contrôler le jeu des ambitions rivales au sein du parti, qui auraient fini par disjoncter sous l'effet des contraintes excessives qu'elles leur imposaient. Ces différentes interprétations ayant été discutées ailleurs¹, cet article s'attachera à examiner les conséquences de la décomposition politique et les scénarios possibles pour une recombinaison, entre deux interprétations également en vogue quoique radicalement opposées : *rien n'a changé* ou *tout est possible...*

L'HYPOTHÈSE D'UN MEIJI-BIS : « RIEN N'A CHANGÉ »

26 En 1868, face à un changement critique de l'environnement international, une partie des élites en place sut prendre elle-même en main les réformes qu'il imposait, préservant ainsi son pouvoir et l'essentiel du système des valeurs sur lequel il reposait. L'analogie historique est toute trouvée pour ceux qui privilégient, dès qu'il est question du Japon, l'idée que rien n'y peut jamais vraiment changer. Leur argumentation, solide au demeurant, se fonde sur six points.

1. La passivité de l'électorat : le PLD n'a pas été désavoué dans les urnes

Il est incontestable que les statistiques électorales du 18 juillet 1993 ne montrent aucune mobilisation significative en faveur du changement. L'abstention a atteint un record absolu à 32,75 %. Les trois « nouveaux partis » ont rassemblé plus 14 633 000 suffrages (22 %)². Mais ils alignaient 46 députés sortants venus du PLD, 36 candidats qui s'étaient déjà présentés en 1990 comme conservateurs, et nombre d'élus locaux issus de l'élite politique traditionnelle. Ceux-là apportaient avec eux un stock d'environ 5 760 000 électeurs fidèles. Ils n'ont donc mobilisé « pour le changement » qu'environ 8 400 000 électeurs, soit 13,3 % des votants et moins de 9 % du corps électoral. Ce chiffre est plutôt inférieur au vote de mécontentement qui s'est régulièrement exprimé contre le PLD sous des formes diverses depuis 1980.

1. Je les ai commentées dans la *Revue française de science politique* (vol. 44, n° 3, juin 1994), à laquelle je me permets de renvoyer le lecteur.

2. Ce chiffre inclut les candidats « indépendants » recommandés par chacune des formations, comme tous ceux qui sont utilisés dans la suite de cet article. Les trois « nouveaux partis » sont le Parti du Renouveau (*Shinseitô*) dirigé par Ichirô Ozawa et Tsutomu Hata, l'Avant-Garde (*Sakigake*) de Masayoshi Takemura – tous deux formés de scissionnistes du PLD – et le Nouveau Parti du Japon de Morihiro Hosokawa.

Les sortants du PLD¹, à l'exception notable des circonscriptions urbaines, ont tenu. Ils n'ont perdu que 6,4 % de leurs électeurs de 1990, alors que la participation reculait de 6 %. Dans les circonscriptions rurales et semi-rurales, qui élisent la moitié des députés, ils ont même progressé nettement en nombre absolu de voix (+3,7%). Leur taux de réélection (84,4 %) est comparable à celui des scrutins précédents. Le PLD est resté de la tête et des épaules au-dessus des autres partis. Il aurait frôlé la majorité absolue des sièges si 22 de ses candidats ne s'étaient pas éliminés mutuellement, comme c'est le cas dans le système électoral japonais quand trop de candidats du même parti s'alignent dans une circonscription. Cela atteste l'affaiblissement de son état-major, miné par les scandales et les scissions au point de ne plus pouvoir arbitrer les rivalités locales, mais non une désaffection globale de l'électorat pour le personnel politique conservateur. Celui-ci aurait même été plutôt revivifié par l'entrée à la Diète, sous la bannière des « nouveaux partis », de 60 élus nouveaux souvent formés à la rude école des mandats locaux.

27

2. L'élimination de l'opposition de gauche

Les principales victimes des « nouveaux partis » ont été les socialistes, et dans une moindre mesure les communistes. Les premiers ont perdu 40 % de leurs électeurs et la moitié de leurs députés. Ils obtiennent leur plus mauvais score depuis 1949 (15,4 %). Leur débâcle est catastrophique dans les grandes villes : à Tokyo, ils perdent 10 de leurs 11 sortants. Le PCJ maintient le nombre de ses sièges, mais il perd 7,5 % de ses électeurs. Avec 23 % des voix, la gauche retombe à son niveau des premières élections d'après-guerre (1946). Par contre, les centristes, qui ont depuis longtemps conclu avec le PLD un « compromis historique » teinté d'innombrables compromissions, tirent leur épingle du jeu, notamment le Kôméitô, dont l'électorat recule bien moins que la participation (2,5 %) et qui gagne 7 sièges.

La défaite du PSDJ est d'autant plus dramatique qu'elle intervient après – et malgré – un abandon précipité des grands principes sur lesquels il avait construit son identité, à commencer par l'intangibilité de la Constitution, dont son président a admis en janvier 1993 qu'elle puisse faire l'objet d'une « évolution créative » (*soken*). Elle s'inscrit dans le contexte d'une lutte sans merci entre les apparatchiks syndicaux qui contrôlent traditionnellement le parti et la nouvelle génération de

1. Y compris les anciens députés, les héritiers d'élus sortants et les candidats déjà présents en 1990.

militants et d'élus qui s'est affirmée après l'accession de M^{lle} Takako Doi à sa direction en 1986. Venus de ces réseaux associatifs de la « micro-politique » dont parle Éric Seizelet, formés aux luttes consuméristes, écologiques et antinucléaires, souvent anciens soixante-huitards, ils ont permis une extraordinaire (mais éphémère) résurrection électorale du PSJ et fourni environ le tiers des 29 nouveaux sénateurs et des 58 nouveaux députés de la « vague rose » de 1989 et 1990. Mais le mariage était celui de l'eau et du feu entre cette génération formée à une « nouvelle citoyenneté » autour de revendications modernes et les vieux syndicalistes intégrés depuis longtemps aux jeux de l'*establishment*¹ en dépit de leur rhétorique marxisante...

28 Pour reprendre l'analyse de Christian Sautter, le clivage entre l'État corporatiste et le « nouvel État civil » passe au cœur même du PSJ. Dès 1991, la machine syndicale a écarté M^{lle} Doi de la présidence du parti. Le 18 juillet 1993, elle a vu battre sans trop de regrets la quasi-totalité des femmes, journalistes, avocats et autres « nouveaux êtres humains » (*shinjinrui*) élus en 1990. Le socialisme japonais, qui a été depuis 1945 le noyau dur de toute opposition au pouvoir, s'est décomposé électoralement et idéologiquement. Aussi, bien qu'il fût encore le deuxième parti du pays au sortir des urnes, il était incapable de jouer un rôle actif dans la recomposition qui allait suivre et risquait la marginalisation, sauf à chercher *in fine* son salut dans une alliance contre nature avec le PLD.

3. Une recomposition politique sous contrôle conservateur

Dès le départ, la coalition qui a « remplacé » le PLD a été contrôlée par les éléments qui s'étaient détachés de lui, et surtout par le groupe le plus nombreux, le plus expérimenté, le mieux soudé, le plus riche et le plus à droite – partisan d'une dérégulation économique thatchérienne, d'une révision de la Constitution pacifiste et d'une politique d'affirmation internationale d'inspiration néo-nationaliste : le Parti du Renouveau (*Shinseitô*) d'Ichirô Ozawa et Tsutomu Hata. Ces anciens du PLD s'attribuèrent tous les ministères stratégiques du gouvernement Hosokawa : Finances, MITI, Affaires étrangères, Défense et Agriculture. Ils répartirent les autres au pire pour leurs « partenaires » de l'ex-opposition, et surtout les socialistes. Le Travail et l'Agence de coordination et de gestion (fonction publique), où les intérêts de la base électorale du

1. Ce terme, utilisé par commodité stylistique dans cet article, désigne le « triangle du pouvoir » formé par le PLD, la haute administration et le grand patronat. On l'a préféré à celui d'*élites traditionnelles*, qui renvoie à trop de clichés sur les prétendues « valeurs japonaises ».

PSDJ étaient attachés et où ses parlementaires avaient des réseaux d'influence, allèrent à leurs archi-rivaux du Kôméitô, alors qu'il héritait des secteurs minés par les scandales (Construction, Transports) et de ceux qui allaient concentrer la polémique sur la réforme électorale promise (l'Intérieur et la Réforme politique).

Sans doute, le Premier ministre Hosokawa faisait un peu figure d'*outsider* dans l'*establishment*, bien qu'ayant siégé douze ans au Sénat (1971-1983) et ayant été secrétaire général adjoint du PLD. Comme gouverneur de Kumamoto (1983-1991), il s'était forgé l'image d'un jeune élu local dynamique et honnête. Dénonçant la bureaucratie tokyoïte et la corruption, il sut récupérer pour son Nouveau Parti du Japon (1992) la thématique de l'amateur aux mains propres chère aux réseaux associatifs, qui avait déjà porté, avant la « vague rose », tous les « mini-partis » des années 1980. Parmi les scissionnistes du PLD, Hosokawa était proche du groupe centre-gauche Sakigake (Avant-Garde), libéral et favorable aux thèses socialistes « minimalistes » en politique extérieure, dont il nomma le leader, Masayoshi Takemura, ancien gouverneur comme lui, secrétaire général et porte-parole du gouvernement.

29

Le Nouveau Parti du Japon et Sakigake comptaient ensemble presque autant d'élus que le Parti du Renouveau. Mais ils ne pouvaient pas se mesurer à lui en termes de cohérence ou d'influence. Les scissionnistes du Renouveau venaient tous du même clan du PLD (Takeshita, ex-Tanaka). Ils avaient des leaders expérimentés – dix-huit parlementaires élus depuis plus de dix ans, dont neuf anciens ministres – et comptaient nombre d'anciens hauts fonctionnaires. Outre de solides contacts dans la bureaucratie, ils avaient aussi hérité des meilleurs réseaux de financement du PLD – ceux des travaux publics forgés jadis par Kakuei Tanaka et transmis à Ichirô Ozawa par son mentor Shin Kanemaru. Face à eux, Sakigake n'alignait que dix parlementaires inexpérimentés (un ou deux mandats) venant de quatre clans différents et sans grande influence. Quant au NPJ, ses députés étaient tous novices. C'étaient typiquement des élus locaux qui avaient « surfé » sur la popularité d'Hosokawa pour forcer les portes du Parlement dont ils n'avaient pas les moyens de payer le ticket d'entrée (entre 500 et 1 milliard de yens pour une première élection). Pour cette raison, leur réélection était problématique dès le départ... à moins qu'ils se fassent admettre par l'*establishment* pour accéder au financement patronal.

En termes d'alliance au sein de la coalition, le Renouveau pouvait compter sur le parti le plus cohérent de l'ex-opposition, le Kôméitô,

appuyé sur l'électorat captif et les coffres bien garnis de sa secte mère, la Sokagakkai. Il y avait entre eux des liens personnels étroits noués dès les années 1970 par Kakuei Tanaka, une affinité commune pour le néo-nationalisme et une complémentarité électorale intéressante : le Kômêitô tient 50 sièges dans les grandes villes, alors que le Renouveau est plutôt implanté dans les circonscriptions semi-urbaines ou semi-rurales. De l'autre côté, s'il y avait au moins une similitude de thématique et d'image entre Hosokawa, Sakigake et une partie des socialistes, ils n'avaient pas d'histoire commune et chassaient sur le même territoire électoral.

30 Dans ces conditions, les atouts étaient entre les mains des leaders du Renouveau, face aux éléments porteurs d'une sensibilité plus démocratique, pacifiste et centre-gauche. La démission d'Hosokawa au profit d'un gouvernement Hata soutenu par le Kômêitô et momentanément toléré par le PLD, comme la quasi-dispersion du NPJ, étaient inscrites dans des rapports de force qui laissent le pouvoir aux mains des éléments les plus représentatifs de l'élite conservatrice traditionnelle liée à la bureaucratie et au patronat.

4. La décomposition politique a rendu le pouvoir à l'administration

Un effet souvent souligné de la chute du PLD a été la disparition des *zoku* – ces « tribus » de politiciens spécialisés du Comité pour l'élaboration des politiques du PLD (*Seimukai*) dont l'approbation préalable était nécessaire pour la présentation de tout projet de loi à la Diète, et qui contrôlaient souvent les nominations dans les bureaux de leurs sphères d'influence respectives¹. À l'intérieur du « triangle du pouvoir », la décennie 1980 a vu le pôle politique renforcer globalement son autorité aux dépens de l'administration et du patronat. À mesure que les crises se multipliaient dans un contexte international déstabilisé et que se profilait une nouvelle modernisation économique impliquant le sacrifice de certaines catégories protégées (petit commerce, paysannerie), la légitimité, apanage des élus, devenait déterminante pour imposer le cas échéant des solutions qui réclameraient « du sang et des larmes ». Outre l'affirmation des *zoku*, la multiplication des commissions rattachées directement au Premier ministre pour court-circuiter la

1. Sur ce contrôle de l'administration et de ses carrières par le PLD, souvent minimisé ou occulté, voir Tarô Yamaya, « The Recruit Scandal », *Journal of Japanese Studies*, vol. 16, n° 1, printemps 1990, p. 93-114. Aussi Mark Ramseyer et Frances Mc Call, *Japan's Political Marketplace*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1993, p. 121-142.

bureaucratie atteste cette montée en puissance de l'autorité politique¹. Ce qui, au demeurant, n'impliquait nullement que le processus de décision ait gagné en efficacité ni en clarté, comme on le verra.

La chute du PLD remet en cause cette évolution qui, à tout le moins, était démocratique dans son principe. La décision ne passe plus par les puissantes « tribus » du *Seimukai*. Les fonctionnaires n'ont plus affaire qu'à des politiciens divisés et, sauf ceux du Renouveau, dépourvus d'expérience et d'influence dans les bureaux. Aussi le gouvernement Hosokawa a-t-il été incapable de concrétiser aucun de ses projets qui menaçaient la puissance administrative, à commencer par la dérégulation de l'économie². Inversement, les grands ministères ont fait avancer les projets qui leur tenaient à cœur, même quand ils allaient contre les intérêts de l'électorat des partis de la coalition³. Dans le seul cas où ceux-ci ont imposé de front leur volonté, en exigeant une réduction de l'impôt sur le revenu dans le budget 1994-1995 parce qu'elle était vitale au plan électoral, les Finances ont arraché la promesse de compenser plus tard par une hausse de la TVA (un de leurs objectifs permanents) en enfonçant un coin entre le Renouveau et la gauche – un épisode qui a gravement compromis l'autorité d'Hosokawa et marqué pour lui le début de la fin.

31

Ainsi, il semble que beaucoup de pouvoir soit repassé entre les mains d'une administration que les politiques n'ont plus les moyens de confronter ni de contrôler. C'est donc en définitive à un recul de la démocratie qu'aurait conduit le « changement ».

5. La « réforme politique » : verrouiller sans purifier

La « réforme politique » était en discussion depuis 1988 (scandale Recruit). Elle avait servi de prétexte aux scissions du Renouveau et de Sakigake. En juillet 1993, tout le monde avait promis de réformer le mode de scrutin, dénoncé depuis longtemps comme la cause structurelle

1. Sur ce point, voir Yasunori Sone, « Le rôle des commissions consultatives dans la décision politique au Japon », *Ebisu*, n° 1, été 1993, p. 49-69.

2. La création d'une commission *ad hoc* a été l'une des premières mesures du gouvernement, mais elle n'a abouti d'abord qu'à proposer la suppression de quelques dizaines des 11 000 autorisations administratives en vigueur, alors que plus de 400 avaient été créées dans la seule année 1993.

3. Ainsi le MITI a fait passer une loi donnant aux consommateurs des recours contre les produits défectueux dans la version très inoffensive agréée par le PLD avant sa défaite. Les Finances ont fait confirmer le report généralisé de 60 à 65 ans du versement des retraites au début du XXI^e siècle, etc.

de la corruption, et le financement des partis. Mais les positions étaient radicalement opposées entre les conservateurs, qu'ils fussent dedans ou dehors de la coalition, et les partis de l'opposition traditionnelle.

Ces derniers, faute d'oser défendre ouvertement le mode de scrutin en vigueur depuis 1947 qui leur assurait de tranquilles rentes de situation, prônaient la proportionnelle. Les conservateurs voulaient des circonscriptions « à l'anglaise » (un seul siège, un seul tour), où leurs machines clientélistes sont réputées invincibles et qu'ils rêvent d'instaurer depuis les années 1950. La gauche demandait le financement public des activités politiques, l'interdiction des contributions des entreprises et que les politiciens ne soient plus habilités à recevoir des fonds à titre individuel. Les élus conservateurs, disposant tous de solides réseaux de financement personnel, campaient sur les positions inverses. Quant aux nouveaux venus du NPJ, ils avaient intérêt à maximiser les effets de mode et à minimiser le rôle des machines électorales et des réseaux de financement existants ; ils penchaient donc plutôt vers les positions de l'ex-opposition.

Les divergences étaient telles dans la coalition que la réforme fut votée avec l'appui du PLD contre une partie des socialistes. Elle constitue un franc succès pour les conservateurs. Deux cents sièges seront pourvus à la proportionnelle, mais trois cents dans des circonscriptions « à l'anglaise ». Les résultats de la proportionnelle seront comptabilisés dans le cadre de onze régions, afin de fragmenter les effets de mode et de compliquer la tâche aux petits partis nouveaux. Le financement public a été réduit de plus de moitié par rapport aux projets initiaux. De l'ordre de 30 milliards de yens, il représentera au mieux 3 % du coût de fonctionnement réel du système politique¹ et sera plafonné pour chaque parti aux deux tiers des recettes déclarées l'année précédente – moyen très sûr d'en priver les nouveaux venus. Les contributions des entreprises restent autorisées, y compris pour les politiciens individuels, au prix de quelques aménagements (« période d'essai » de cinq ans, obligation renforcée de divulguer le nom des donateurs). L'efficacité de la réforme est douteuse pour moraliser la vie publique, mais certaine pour protéger les sortants en général, et les conservateurs en particulier...

1. Sur le sujet, voir J.-M. Bouissou, « Cadeaux, réseaux et clientèles », in Yves Mény et Donatella Dellaporta (dir.), *La Corruption dans les systèmes pluralistes*, Paris, La Découverte, 1994 (à paraître).

6. Conclusion : « rien n'a changé », sinon en pire

Si l'on ajoute que la déconfiture du cabinet Hosokawa n'a pu que renforcer le cynisme et le sentiment d'aliénation qui marquent la culture politique japonaise (voir l'article d'Éric Seizelet), on peut conclure que l'*establishment* est aujourd'hui en mesure de mettre en place une « grande coalition » où il absorberait le Parti socialiste, comme le suggère le professeur Higuchi. La constitution du gouvernement Murayama est un pas de plus dans cette direction.

Cette « grande coalition » serait la répétition au plan politique de l'unification de la confédération Sôhyô, liée organiquement au PSDJ, avec ses rivales modérées au sein de la nouvelle centrale Rengô, sur une ligne de « participation à la gestion et aux grands choix nationaux » (voir l'article d'Annie Garanto). Cette recomposition était d'ailleurs prônée depuis des années par Shin Kanemaru, un des plus puissants gérontes du PLD et mentor d'Ozawa. Elle s'inscrit dans un mode de gestion des conflits classique au Japon¹, déjà largement utilisée par le PLD pour traiter la contestation : la cooptation dans le « cercle intérieur » (*uchi*) du pouvoir d'un groupe « extérieur » (*soto*) de protestataires. Toute la construction progressive de l'État corporatiste libéral-démocrate s'est fondée sur cette stratégie.

33

Le Parti socialiste, malgré l'aveuglement avec lequel il a manqué toutes les opportunités offertes par les transformations de la société et ses compromissions (y compris financières) avec les conservateurs, a été pendant toute l'après-guerre la force essentielle qui défendait au Japon un système de valeurs différent de celui de l'*establishment*, fondé sur l'élargissement de la démocratie et le pacifisme. Son intégration officielle dans le « triangle d'airain » priverait de tout relais politique ce qui reste encore de contre-pouvoirs – bien peu d'ailleurs, dès lors que tout le syndicalisme a rallié la bannière collaborationniste, que la justice est tenue en laisse et que la presse n'assume sa fonction tribunicienne qu'autant qu'elle colle à l'opinion.

Le champ serait donc libre pour une nouvelle coalition ultra-hégémonique. Mais est-ce bien sûr ?

1. Voir, par exemple, Ellis Krauss et Thomas Rohlen (éd.), *Conflict in Japan*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1984, p. 18-20.

L'HYPOTHÈSE DE LA (POST)MODERNISATION POLITIQUE : « TOUT EST POSSIBLE »

En dépit de ce qui précède, on peut arguer que la chute du PLD s'inscrit dans un processus global de détérioration de l'État corporatiste, incapable de gérer les transformations socio-économiques engendrées par l'internationalisation de l'économie et la crise de l'ordre mondial. En ce sens, elle ouvrirait la voie à une profonde recomposition politique et sociale qui pourrait à tout le moins modifier singulièrement les équilibres et les pratiques au sein de l'*establishment*.

1. La prise du pouvoir par le Japon moderne

34

La stabilité d'ensemble des sortants du PLD le 18 juillet 1993 a connu une exception majeure : dans les grandes villes, ils ont perdu 16 % de leurs électeurs, et un tiers ont été battus. Avec les scissions, l'ex-parti gouvernemental a perdu au total 30 % de ses voix et 40 % de ses sièges dans les mégapoles du Japon moderne, où trois électeurs sur quatre ont voté contre lui. Dans les zones semi-urbaines, il a mieux tenu : ses sortants ne perdent que 4 sièges sur 55. Mais là où ils affrontaient les « nouveaux partis », ils ont perdu 12,4 % de leurs suffrages de 1990 et, au total, plus de 60 % des électeurs y ont voté contre le PLD.

Le choix des grandes villes est clair. Les trois « nouveaux partis » ensemble deviennent la première force politique dans la mégapole tokyoïte avec 29 % des voix et 35 sièges, et de même à Osaka. Dans les préfectures de Chiba et Kanagawa, dont les cités-dortoirs abritent les salariés du tertiaire urbain, ils dépassent le tiers des voix. Et le choix de l'électorat urbain en faveur du changement est d'autant plus clair que là où des duels opposaient les « nouveaux partis » entre eux, c'est le NPJ qui l'a emporté presque toujours (14 fois sur 19) aux dépens des « néo-PLD » du Renouveau ou de Sakigake.

Si l'on se rappelle que dans les circonscriptions rurales et semi-rurales les sortants du PLD ont *gagné* des voix, le scrutin révèle un clivage profond entre le Japon des mégapoles et les campagnes. Leurs oppositions d'intérêts et de cultures s'exprimaient déjà politiquement dans la décennie 1967-1976, quand le premier s'était donné des gouvernements locaux socialo-communistes. L'avancée, chez les salariés urbains, d'un « conservatisme de confort » aidé par la prospérité les avait ensuite masquées. Elles resurgissent aujourd'hui sous l'effet de la crise économique et de l'internationalisation.

Le mécontentement des villes est multiforme : revendications d'habitants contre le sous-équipement social, de salariés contre l'injustice fiscale, de consommateurs contre la collusion entre producteurs et pouvoirs publics génératrice de prix élevés, et de citoyens modernes contre la corruption et l'opacité du système politique. Sans doute, l'électorat urbain est divers et ne saurait être assimilé tout uniment au « Japon moderne » ; néanmoins, les villes peuvent être globalement opposées aux campagnes, grandes bénéficiaires des travaux publics, pas ou peu imposées, largement subventionnées pour tout ce qu'elles produisent et où la corruption prend un aspect de redistribution sociale. Ce sont là des oppositions d'intérêts fondamentales, que les élections du 18 juillet 1993 ont remises au jour.

Pour la première fois depuis la guerre, ce scrutin a dégagé une majorité parlementaire où les élus des circonscriptions urbaines et semi-urbaines (63 % dans la coalition qui soutenait Hosokawa) sont plus nombreux que ceux des campagnes (56,5 % dans la majorité PLD de 1990). Les leaders du Renouveau et de Sakigake ont beau être élus des campagnes les plus profondes¹, le fait essentiel est que les villes ont pris le pouvoir. Elles ne le lâcheront plus, car le redécoupage consécutif à la réforme électorale devrait leur transférer une cinquantaine de sièges ruraux, alors qu'elles sont aujourd'hui presque à égalité (246 sièges ruraux contre 265 urbains).

La scission du PLD a aussi révélé l'opposition des intérêts « modernes » et « traditionnels » au cœur même de l'*establishment*. Premier clivage : le patronat et les grands ministères économiques veulent « rationaliser » les secteurs sous-productifs (boutiquiers, paysannerie, petites banques) protégés par les députés du PLD. Deuxième clivage : le patronat lui-même est divisé. D'un côté, les entreprises attachées au système de réglementation et de collusion géré par l'administration pour fermer le marché aux nouveaux venus et aux étrangers. De l'autre, les partisans de la dérégulation : les firmes dont les intérêts sont mondialisés et celles qui ont profité des innovations technologiques ou de la croissance spéculative des années 1985-1990 pour investir des champs de profit encore non réglementés. Cette opposition se retrouve dans l'administration entre les grands ministères, piliers de la réglementation, et les corps marginaux comme

1. Paradoxe apparent... On peut penser que c'est précisément parce qu'ils jouissaient de ces bases électorales inébranlables qu'assurent les clientèles personnelles des circonscriptions traditionnelles qu'ils ont pu quitter le PLD sans crainte.

l'Agence de planification, qui misent sur les « dérégulateurs » pour accroître leur influence.

Ces clivages ont débouché au plan politique. Dans sa déclaration de politique générale pour 1993, le Keidanren s'est prononcé pour un système où deux partis alterneraient au pouvoir. Venant du grand patronat traditionnel, ce souhait de voir éclater le PLD traduisait surtout sa volonté de lever l'opposition à la liquidation des secteurs protégés (premier clivage). Mais la scission a mis le deuxième clivage au premier plan : les « nouveaux partis » ont fait de la dérégulation le slogan miracle à l'usage des électeurs/consommateurs urbains, et aucun n'aurait prôné la liquidation des « petits ». Même si le financement du Renouveau doit beaucoup au BTP, totalement cartellisé et ultra-protégé, sa victoire peut être interprétée comme le fait Christian Sautter : « L'État corporatiste a été rejeté par les citoyens japonais. »

36

2. La crise de l'État corporatiste et la problématique de son remplacement

L'État corporatiste a été forgé par le PLD dans la deuxième partie de son règne, après le premier choc pétrolier. Au plan politique, le PLD s'est transformé de parti conservateur classique en « parti attrape-tout », à mesure qu'il intégrait des intérêts de plus en plus nombreux et admettait leurs représentants dans ses réseaux de concertation. La protection accordée au petit commerce et la généralisation de la protection sociale participent de cette stratégie. Son succès se mesure à la montée du taux de soutien au PLD dans toutes les catégories sociales et toutes les tranches d'âge, dont pas une ne lui accorde moins de 30-35 % au cours de la décennie 1980.

La crise qui l'a emporté a quatre aspects. C'est d'abord une crise d'efficacité : le PLD a intégré trop d'intérêts contradictoires pour décider entre eux. Le gouvernement identifie bien les principaux problèmes de la société : dès le début des années 1980, ses commissions travaillent sur la dérégulation, la réforme fiscale, celle du système scolaire, le rééquilibrage de l'économie en faveur des consommateurs, etc., mais les décisions ne suivent pas¹. C'est ensuite une crise de moyens : le PLD prend en charge de plus en plus d'intérêts, alors que les recettes budgé-

1. Un exemple frappant est celui de la réforme fiscale, fondée sur la création d'une TVA. Il faudra presque dix ans pour qu'elle soit votée (1988), au prix de telles concessions au lobby des PME-PMI et à l'opinion que la taxe, réduite au taux de 3 %, pleine d'échappatoires et accompagnée par la suppression d'autres droits indirects, n'augmentera pas les recettes fiscales.

taires stagnent à cause du ralentissement de la croissance et des insuffisances de la fiscalité. C'est aussi une crise de légitimité : la généralisation d'un système politique fondé sur des échanges marchands jusque pour le partage du pouvoir au PLD nourrit la corruption et le cynisme, et empêche le parti gouvernemental de prendre en charge les « besoins émotionnels » de la nation¹. C'est enfin une crise liée à l'international...

Depuis sa défaite de 1945, le Japon est particulièrement sensible aux pressions étrangères et à l'image que le monde lui renvoie de lui-même, au point d'apparaître comme une nation à souveraineté limitée². Ces deux éléments se retrouvent dans la crise finale de l'État-PLD. Les pressions américaines contre la protection des « petits » et pour une dérégulation générale de l'économie exacerbent les conflits d'intérêts au sein de l'*establishment* et attisent la « révolte des consommateurs ». L'image du Japon à l'étranger se dégrade à cause des conflits commerciaux et de son inaction lors des crises internationales qui ponctuent la fin du système des blocs. Que l'opinion intériorise les critiques avec masochisme ou qu'elle les rejette au nom d'un néo-nationalisme agressif, c'est contre ses dirigeants qu'elle focalise son malaise, au bout du compte. La nécessité de se doter d'un système politique capable de faire face au monde avec dignité et efficacité figure dans l'argumentaire de tous les « nouveaux partis », et le débat sur le rôle du Japon dans le monde – reflété par les articles des professeurs Takayanagi et Sadria – nourrit la campagne électorale à égalité avec la réforme politique et la crise économique.

Si l'on admet que le démantèlement de l'État corporatiste n'est plus qu'une question de temps, comment soutenir que « rien n'a changé » ? Pour lui succéder, Christian Sautter suggère une alternative entre « État mercantiliste » et « nouvel État civil ». Il n'est d'ailleurs pas évident que le Japon ne puisse pas matériellement combiner la poursuite d'une croissance agressive et le développement des infrastructures et des services sociaux. Si incompatibilité il y a, elle tiendrait surtout à celle des idéologies qui sous-tendent chacun des modèles (autoritaire pour le premier, démocratique pour le second) et à leurs couplages respectifs avec des options internationales néo-nationalistes et avec l'héritage du pacifisme traditionnel de la gauche. En ce sens, on peut penser avec Yoïchi

1. J.-M. Bouissou, « Le Japon depuis 1945 : un peuple sans Histoire ? », *Historiens et Géographes*, n° 344, juillet 1994, p. 271-286.

2. Voir Karoline Postel-Vinay, « Du bon usage de l'étranger. Le rôle de la "pression extérieure" au Japon », in J.-M. Bouissou (dir.), *L'Envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994 (à paraître).

Higuchi que le débat sur la révision constitutionnelle, qui polarise ces oppositions idéologiques, constitue bien un problème central pour les évolutions à venir.

Les prévoir n'est pas aisé, car elles dépendent largement de facteurs externes au Japon. Néanmoins, un certain nombre d'hypothèses peuvent être formulées, compte tenu de l'état des forces politiques en présence et des nouvelles règles fixées pour le jeu électoral.

3. *Perspectives pour une recomposition politique*

38 Au bout d'un an, la phase de décomposition politique n'est pas achevée. Le PLD continue d'être miné par des défections. Dix-sept députés l'ont quitté pour former de petits groupes prêts à rallier le plus offrant¹. En avril 1994, le parti a résisté à la manœuvre du Renouveau pour le casser en offrant la succession d'Hosokawa à l'un de ses chefs de clan, Michio Watanabe, mais non sans qu'une trentaine de ses élus soient apparus prêts à s'y prêter. Le NPJ, dont la cote dans l'opinion est retombée aux alentours de 4 %, a presque cessé d'exister comme force politique. Ses députés commencent à faire sécession² et le seul souci de ceux qui restent est de survivre aux nouvelles élections toutes proches, où ils ne pourront plus compter sur le charisme d'un Hosokawa déprécié. Les divisions des socialistes ont pris un aspect suicidaire dès janvier, quand l'aile gauche a fait échouer au Sénat un premier projet de réforme politique bien plus favorable que celui qui sera ensuite voté, mais l'éclatement du parti reste encore à venir, comme celui du PLD.

Un pas de plus a été franchi dans cette direction avec la formation du gouvernement Murayama. L'ancien Premier ministre PLD Kaifu s'est présenté aux suffrages de la Chambre, avec le soutien de la coalition Renouveau-PSD-Kômeitô, contre le candidat socialiste soutenu par son parti, et a entraîné 42 députés PLD. Chez les socialistes, un tiers des élus ont refusé de voter pour leur propre président. La cassure des deux partis qui ont dominé la vie politique de l'après-guerre semble inévitable.

Les lignes d'une future recomposition sont déjà visibles autour de quatre clivages majeurs. Le premier oppose les tenants de la dérégulation et du « moins d'État » aux défenseurs de l'État corporatiste et pro-

1. Le groupe Réforme (*Kaikaku no Kai*) a quatre membres, le Nouveau Parti de l'avenir (*Shintô Mirai*) cinq et le Parti libéral (*Jiyutô*) sept. Significativement, ces nouvelles défections ont beaucoup touché les élus des mégapoles : à Tokyo, le PLD a perdu cinq des quatorze députés qui lui restaient.

2. Trois d'entre eux ont créé le groupe Ciel limpide (*Seimn*) et quatre autres le groupe Vent démocratique (*Minsbu no kaze*) pour un rapprochement avec la gauche.

tecteur (qu'il s'agisse de défendre la paysannerie ou les systèmes de sécurité sociale). Le second sépare partisans et adversaires de la révision constitutionnelle. Il recoupe partiellement le troisième, entre les partisans d'un Japon exerçant toutes les prérogatives d'une grande puissance souveraine sur la scène internationale et ceux qui prônent le profil plus bas d'une « puissance civile ». Le quatrième touche la question du maintien de l'alliance privilégiée avec les États-Unis ou du choix d'un destin asiatique.

Or tous ces clivages passent à l'intérieur même de chaque parti. Le PLD reste globalement le défenseur de l'État corporatiste, mais il est depuis toujours divisé sur les trois autres sujets. Le PSDJ est partagé à peu près exactement entre 36 députés urbains et 34 députés ruraux. Il n'est même plus soudé sur le sujet sacré de la révision constitutionnelle ; et le clivage entre les syndicalistes et les militants venus des réseaux associatifs s'apparente à celui entre le Japon hiérarchisé et corporatiste (car le syndicalisme est affaire de salariés privilégiés et protégés) et celui où émerge une nouvelle culture de citoyenneté active librement vécue dans la « micropolitique ».

39

Le bloc le plus cohérent en apparence est celui qui a soutenu l'éphémère gouvernement Hata : Renouveau, Kôméitô et PSD. Mais le Kôméitô est depuis toujours spécialisé dans la défense des « petits » en milieu urbain, et la sensibilité de son électorat (bouddhiste, féminin, vieillissant) ne rend pas évident son alignement sur les thèses du Renouveau, partisan en principe inconditionnel du « moins d'État » et du profil international haut. En principe... car, sur le premier point, il ne peut pas oublier que la moitié de ses députés sont élus dans les zones rurales ou semi-rurales. Quant au PSD, il n'est rien sans l'appui de Rengô, dont la base – fonctionnaires et salariés privilégiés « à vie » – a de gros intérêts dans l'État corporatiste.

Dans ces conditions, la recomposition se fera difficilement sur la base de choix politiques clairs. Il est probable qu'elle sera d'abord commandée par les impératifs immédiats du nouveau mode de scrutin, qui devraient produire à terme les mêmes effets que son modèle allemand : deux grands partis de terrain capables d'être compétitifs dans toutes les circonscriptions locales et une formation comptant surtout sur la proportionnelle, qui laissera aussi subsister quelques marginaux. On peut imaginer que les deux premiers représenteront le conservatisme traditionnel, corporatiste et plutôt rural (le PLD), et le néo-conservatisme « dérégulateur » plutôt urbain rassemblé autour du bloc Renouveau-Kôméitô-PSD. Quant au troisième, il assumerait l'héritage socialiste.

Les élections et la situation

	Élections de 1990		Situation au 17/06/1993	Élections de 1993	
	Sièges	Voix (%)	Sièges	Sièges	Voix (%)
PLD	275	46,1	222	223	39,5
PR			36	55	10,1
Avant-Garde			10	13	2,6
Indépendants	14	5,4	12	20	2,8
NPJ			–	35	8,0
<i>Total conservateurs</i>	<i>289</i>	<i>51,5</i>	<i>280</i>	<i>347</i>	<i>63,0</i>
PSD*	14	4,8	13	19	3,9
Kômeitô*	46	8,0	46	52	8,3
<i>Total centristes</i>	<i>60</i>	<i>12,8</i>	<i>59</i>	<i>71</i>	<i>12,2</i>
Ligue S. D.	4	0,9	4	4	0,7
PSDJ*	140	26,2	134	72	15,4
PCJ	16	7,9	16	15	7,7
<i>Total gauche</i>	<i>160</i>	<i>35,0</i>	<i>154</i>	<i>91</i>	<i>23,8</i>
Divers	3	0,7	4	3	1,0
Vacants	–		15	–	
<i>Total</i>	<i>512</i>	<i>100,0</i>		<i>511</i>	<i>100,0</i>

• Y compris les candidats indépendants affiliés. * Parti issu du PLD. * Parti issu du NPJ.

40

Mais il est difficile d'imaginer qu'aucun des trois puisse être homogène et que les clivages internes disparaîtront. La clarification politique risque donc fort de rester très relative.

4. Conclusion : « tout est possible »

Chacun restant porteur d'un peu toutes les options, n'importe quelle alliance serait possible. Entre les deux formations conservatrices – mais elles s'opposent de front sur le terrain à chaque élection. Entre le PLD et les socialistes, pour la défense de toutes les protections, comme dans le cabinet Murayama. Entre les socialistes et les néo-conservateurs, par la grâce de Rengô qui a des œufs dans chacun de ces deux paniers... D'autant que plusieurs éléments se combinent pour rendre la conjoncture extrêmement volatile et imprévisible.

La crise a détruit toutes les légitimités, mais pas les attentes d'une société en mutation. Le cynisme politique atteint des sommets (voir

à la *Chambre basse* (1990-1994)¹

Gouvernement Hosokawa (août 1993-avril 1994)		Gouvernement Hata (mai-juin 1994)		Gouvernement Murayama (vote d'investiture – 1 ^{er} tour)	
PLD	222	PLD	206	PLD + indépendants	177
PCJ	15	PCJ	15	PSDJ	50
<i>Total opposition</i>	237	<i>Total opposition</i>	221	Avant-Garde	14
PR	61	*Nouveau parti du futur	5	<i>Total Murayama</i>	241
Avant-Garde/NPJ	55	+ Ciel limpide	3	PLD	26
PSD	19	Indépendants	9	PSDJ	8
Kômeitô	52	Avant-Garde	15	Avant-Garde	1
PSDJ	74	PSDJ	74	Futur	5
<i>Total majorité</i>	261	<i>Total neutres</i>	106	Bloc Renovation	126
*Groupe Réforme	5	BLOC RÉNOVATION		Kômeitô	52
Indépendants	8	PR	61	Indépendants	2
<i>Total neutres</i>	13	NPJ	37	<i>Total Kaifu</i>	220
		*Parti libéral	7	<i>Total Fwawa (PCJ)</i>	15
		*Groupe Réforme	4	PLD	10
		Indépendants	2	PSDJ	16
		PSD	19	Ciel limpide	3
		Kômeitô	52	+ Vent démocratique	4
		<i>Total majorité</i>	182	<i>Total neutres</i> (blancs, nuls et divers)	33
		Vacants	2		

41

l'article d'Éric Seizelet), l'administration est tenue en suspicion², mais la demande de *leadership* reste prête à se cristalliser. La forte cote du gouvernement Hata – la quatrième plus élevée de l'histoire à sa formation – en témoigne. Le retour en scène de l'ancien Premier ministre Kaifu, un des rares leaders conservateurs qui jouisse d'une popularité personnelle, va dans le même sens. Les médias tendent à sortir de la fade neutralité imposée par la loi pour capitaliser sur les effets de mode, et donnent aux politiciens ambitieux un accès direct à la nation en multipliant les *shows* politiques. Dans ces conditions, et la culture « post-moderne » aidant, l'électorat fonctionne de plus en plus à l'image et aux

1. Tableau reproduit avec l'autorisation de la *Revue française de science politique*, vol. 44, n° 3, juin 1994, et complété.

2. 80 % des Japonais pensent que l'administration doit être réformée, et les trois *items* le plus souvent associés à l'image des bureaucrates sont le pantoufle doré, la collusion avec les entreprises et les privilèges. Sondage *Yomiuri Shinbun*, 5 juin 1994.

émotions. La répétition du phénomène Hosokawa est très probable : déjà s'esquisse une « mode Yokomichi » autour du gouverneur de Hokkaido, un socialiste très populaire qui s'apprête à faire sa rentrée politique nationale pour rassembler la nébuleuse qui va du Japon des réseaux associatifs aux libéraux du PLD.

42 Le nouveau mode de scrutin peut réserver des surprises. Un des arguments avancés jadis par le PLD pour convaincre l'opposition d'accepter les circonscriptions « à l'anglaise » était qu'elles favorisaient l'alternance. A l'appui de cette thèse, il citait les sénatoriales de 1989, où la gauche avait enlevé 24 des 26 circonscriptions à un seul siège (contre seulement 2 en 1986). Sans doute, appliqué aux législatives, l'argument était de mauvaise foi : les observateurs estimaient que les machines clientélistes des conservateurs y seraient imbattables. Il n'en est pas moins vrai que le système « à l'anglaise » traduit en théorie les effets de mode bien mieux que les circonscriptions à sièges multiples. Dans un contexte que le PLD n'avait pas prévu, avec ses machines désorganisées ou passées aux « nouveaux partis » et un électorat très volatil, le nouveau mode de scrutin pourrait bien produire en effet des alternances brutales.

Dans ces conditions, le système politique sera contraint d'être plus réceptif aux demandes et aux humeurs de la nation, et de refléter mieux les débats qui la divisent. A terme, il pourrait donc devenir plus représentatif de la société dans son ensemble et moins prisonnier des groupes d'intérêts. En ce sens, sa décomposition pourrait déboucher sur sa modernisation et redonner au politique le sens dont l'État corporatiste l'avait privé en le réduisant aux jeux de l'échange marchand.

R É S U M É

La décomposition politique suscite des interprétations très opposées. Ceux qui pensent que « rien n'a changé » soulignent l'apathie de l'électorat, le contrôle du « changement » par les conservateurs, une réforme électorale surtout profitable aux sortants et le pouvoir croissant de l'administration favorisé par le vide politique. Néanmoins, les élections de 1993 constituent une victoire probablement définitive du Japon des grandes villes et des adversaires de l'État corporatiste sur le conservatisme traditionnel. En ce sens, elles ont créé une situation où désormais « tout est possible » dans un contexte très instable.